PROXIMITÉ SOLIDARITÉ EFFICACITÉ, VIVE LES DÉPARTEMENTS !

Défendons ensemble L'intérêt général !

A l'occasion des Assises des Départements de France 2025, la coopérative des Elu·e·s Communistes, Républicain·e·s et Citoyen·ne·s affirme avec force la nécessité de préserver et renforcer les compétences des Départements, piliers essentiels de la cohésion territoriale et sociale. Face à la recentralisation rampante et aux réformes successives qui fragilisent leur action, nous revendiquons une autonomie réelle, des moyens financiers garantis et une reconnaissance du rôle stratégique des Départements dans la solidarité humaine, l'aménagement du territoire et la proximité avec les citoyens.

Un nouvel acte de décentralisation doit se traduire par plus de confiance envers les territoires, sans que l'État se désengage. Il faut un État partenaire, accompagnateur, aménageur du territoire… et pas un censeur de décisions prises en vertu de la libre administration des collectivités.

Nous défendons un modèle de coopération et plaidons pour la restauration de la clause générale de compétences pour toutes les collectivités territoriales, en particulier pour les Départements. La République s'éloigne quand le service public recule. Diminution de la DGF, disparition de la fiscalité locale, manque d'ingénierie publique : les élus doivent faire plus avec moins.

- Le Département est garant de la solidarité sociale : protection de l'enfance, personnes âgées, handicap, RSA, insertion… Il assure une proximité humaine et réactive que ni l'État ni les grandes régions ne peuvent offrir.
- Le Département est un acteur clé de l'aménagement et de la cohésion territorial, en entretient des routes, des collèges et des infrastructures locales, soutenant ainsi la vie quotidienne des habitants. Il joue un rôle essentiel dans la lutte contre la fracture territoriale et la désertification.
- Les Départements ont démontré leur capacité de gestion rigoureuse malgré la baisse des dotations et la hausse des dépenses sociales, à l'inverse des tendances nationales. Ils sont un lieu d'innovations dans les politiques sociales et environnementales locales en accompagnant les communes dans leurs projets d'équipement, de mobilité ou de solidarité.

RSA : un droit pour vivre, pas un outil de contrôle !

Pour les Élu·e·s Communistes, Républicain·e·s et Citoyen·ne·s, la solidarité est un pilier de la République sociale.
Le RSA est un droit conquis, pas une faveur accordée. Nous refusons sa transformation en instrument de contrôle et de culpabilisation des plus précaires.
L'obligation d'activité imposée aux allocataires relève d'une vision punitive qui stigmatise les personnes en difficulté au lieu de les soutenir. Elle nie les causes réelles de la pauvreté : chômage, précarité, casse des services publics. Dans le même temps, l'État exige des Départements qu'ils appliquent ces mesures sans moyens humains ni financiers supplémentaires, faisant peser les coûts de la solidarité sur les territoires.

Nous défendons :

- **Un RSA respecté comme droit fondamental et émancipateur ;**
- **Un accompagnement humain renforcé, basé sur la confiance, pas le contrôle ;**
- **Un financement solidaire où l'État reprend sa part, au lieu de transférer la charge aux Départements.**

Pour une République qui protège, pas qui surveille les plus fragiles.

LA COOPÉRATIVE DES ELU·E·S
COMMUNISTES RÉPUBLICAIN·E·S & CITOYEN·NE·S

Handicap : la solidarité ne se marchande pas

La politique du handicap ne doit pas être pilotée par une logique comptable. Pour les Élu·e·s Communistes, Républicain·e·s et Citoyen·ne·s, la compensation du handicap est un droit universel et non une dépense à réduire.

Les personnes en situation de handicap subissent déjà les inégalités, les retards et la complexité administrative. L'État poursuit les transferts de responsabilités vers les Départements sans financer à hauteur des besoins, mettant sous pression les MDPH et les agents qui accompagnent au quotidien.

La solidarité envers les personnes en situation de handicap est un devoir républicain et profondément communiste : celui de défendre la dignité humaine.

Nous exigeons une politique nationale à la hauteur de l'enjeu humain :

- **Aucune économie sur le dos du handicap ;**
- **Des moyens renforcés pour les MDPH et un accompagnement public humain et de proximité ;**
- **Un financement national ambitieux, garantissant l'égalité réelle des droits ;**
- **La reconnaissance du rôle central des Départements, acteurs de la solidarité et de l'autonomie.**

Logement : garantir le droit à un habitat digne

La crise du logement frappe durement les familles populaires. Pour les Élu·e·s Communistes, Républicain·e·s et Citoyen·ne·s, se loger dignement n'est pas un privilège : c'est un droit humain essentiel qui doit être garanti par la puissance publique.

Face aux expulsions, à l'explosion de la précarité énergétique, aux logements indignes ou insalubres, les Départements sont en première ligne : hébergement d'urgence, protection de l'enfance, solidarité avec les personnes sans logement ou menacées d'expulsion. Pourtant, l'État se désengage, laissant les collectivités assumer seules des missions vitales sans moyens suffisants.

Le logement doit redevenir un droit réel, soutenu par la puissance publique, au service de l'humain et non du marché.

Nous défendons une politique du logement fondée sur la solidarité et l'intérêt général :

- **Un engagement renforcé des pouvoirs publics pour prévenir les expulsions et soutenir les familles ;**
- **Des solutions d'hébergement dignes, humaines et adaptées aux besoins ;**
- **Une politique ambitieuse de construction de logements publics pour répondre aux près de 3 millions de demandeurs de logements ;**
- **Une politique ambitieuse de rénovation énergétique pour garantir des logements sains, accessibles et économes pour toutes et tous ;**
- **Des moyens accrus pour les Départements, afin d'assurer leur rôle social essentiel.**

Collèges : l'égalité à construire, pas à proclamer

Pour les Élu·e·s Communistes, Républicain·e·s et Citoyen·ne·s, le collège public doit être un lieu d'émancipation et d'égalité. Pourtant, les inégalités territoriales s'aggravent : selon que l'on grandit dans un quartier populaire, un village rural ou un centre urbain, les conditions d'apprentissage ne sont pas les mêmes. Alors que l'État fragilise l'Éducation nationale par le manque de moyens et de personnels, les Départements doivent assumer toujours plus : rénovation, construction, restauration scolaire, équipement numérique, entretien, avec des budgets contraints.

L'égalité à l'école ne peut rester un slogan : elle exige des moyens, des choix politiques et l'engagement de la puissance publique.

Nous affirmons que la justice scolaire passe par un investissement massif dans les collèges :

- **Des moyens renforcés pour des bâtiments modernes, accueillants et adaptés aux besoins éducatifs et aux changements climatiques ;**
- **Un plan ambitieux de rénovation et de mise à niveau, prioritairement dans les territoires les plus défavorisés ;**
- **Un service public éducatif qui garantit la même qualité d'enseignement et de conditions d'étude pour tous les élèves, partout.**

Enfance : notre responsabilité, notre humanité

La situation de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) est préoccupante : manque de moyens humains et financiers, turn-over des professionnels, structures saturées. Les Départements peinent à assurer leurs missions de protection. Les éducateurs, épuisés, alertent sur la dégradation du suivi des enfants, souvent ballottés de foyer en foyer.
La situation des Mineurs non accompagnés (MNA), les enfants migrants arrivés en France subissent particulièrement ces dysfonctionnements. Beaucoup se retrouvent à la rue, sans accès à l'école, aux soins ni à un accompagnement éducatif digne. L'absence de coordination nationale renforce les inégalités territoriales, laissant les départements les plus fragiles en première ligne.

Assumer une Aide Sociale à l'Enfance digne c'est garantir l'humanité de nos institutions, l'enfance, notre avenir mérite mieux que des promesses ou des économies : il y a urgence !

Nous affirmons qu'il est urgent de repenser la politique de protection de l'enfance :

- **Garantir des moyens suffisants de l'Etat pour permettre la prise en charge ;**
- **Former et soutenir les équipes en assurant des parcours professionnels et une rémunération digne ;**
- **Reconnaître la responsabilité collective de la société envers tous les enfants, qu'ils soient nés ici ou ailleurs.**

Ne pas jeter sur la voie publique